

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES











FOURNITURE ET LIVRAISON DE VETEMENTS DE TRAVAIL, DE VETEMENTS SPECIAUX, DE CHAUSSURES ET DE DIVERS EQUIPEMENTS DE PROTECTION - 7 LOTS

Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 07 mai 2024 à 12h00

**Conseil départemental Lot-et-Garonne
Direction de la commande publique, des approvisionnements
et des affaires juridiques
1633 Avenue du Général Leclerc
47922 AGEN CEDEX 9**

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	FOURNITURE ET LIVRAISON DE VETEMENTS DE TRAVAIL, DE VETEMENTS SPECIAUX, DE CHAUSSURES ET DE DIVERS EQUIPEMENTS DE PROTECTION - 7 LOTS
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	7
	Délai de validité des offres	4 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	5
2 - Conditions de la consultation	7
2.1 - Délai de validité des offres	7
2.2 - Forme juridique du groupement	7
2.3 - Variantes	7
2.4 - Développement durable	7
3 - Conditions relatives au contrat	7
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	7
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
4 - Contenu du dossier de consultation	8
5 - Présentation des candidatures et des offres	9
5.1 - Documents à produire	9
5.2 - Documents à produire pour l'offre :	10
5.3 - Echantillons, maquettes ou prototypes	10
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
6.1 - Transmission électronique	11
6.2 - Transmission sous support papier	13
7 - Examen des candidatures et des offres	13
7.1 - Sélection des candidatures	13
7.2 - Attribution des accords-cadres	14
7.3 - Suite à donner à la consultation	16
8 - Renseignements complémentaires	16
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	16
8.2 - Procédures de recours	16

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

FOURNITURE ET LIVRAISON DE VETEMENTS DE TRAVAIL, DE VETEMENTS SPECIAUX, DE CHAUSSURES ET DE DIVERS EQUIPEMENTS DE PROTECTION - 7 LOTS

Lieu(x) d'exécution :

Conseil départemental Lot-et-Garonne
1633 Avenue du Général Leclerc
47922 AGEN CEDEX 9

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert.

Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 7 lot(s) :

Lot(s)	Désignation	Montant maximum € HT sur la durée de l'accord-cadre (soit 4 ans fermes)
01	2024F001 - Vêtements de travail haute visibilité	120.000,00
02	2024F002 - Vêtements de travail et accessoires de l'habillement	425.000,00
03	2024F003 - Vêtements et EPI de protection	215.000,00
04	2024F004 - Gants	35.000,00
05	2024F005 - Chaussures de travail	370.000,00
06	2024F006 - Protections de la tête	60.000,00
07	2024F007 - Articles divers à usage unique	35.000,00

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Un même candidat pourra se voir attribuer un nombre maximal de 7 lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
1	18130000-9 35113400-3 18100000-0 18200000-1	Vêtements de travail spéciaux Vêtements de protection et de sécurité Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires Vêtements d'extérieur
2	18300000-2 18100000-0 18130000-9 18420000-9	Articles d'habillement Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires Vêtements de travail spéciaux Accessoires d'habillement
3	35113400-3 18143000-3 18140000-2 18444200-5	Vêtements de protection et de sécurité Équipements de protection Accessoires pour vêtements de travail Casques de sécurité
4	18141000-9 18424000-7	Gants de travail Gants
5	18800000-7 18830000-6 18832000-0 18831000-3 18810000-0	Articles chaussants Chaussures de protection Chaussures spéciales Chaussures à embout de protection métallique Chaussures autres que les chaussures de sport ou de protection
6	18444200-5 18143000-3 18140000-2 35113400-3	Casques de sécurité Équipements de protection Accessoires pour vêtements de travail Vêtements de protection et de sécurité
7	33772000-2 33198000-4 19200000-8 39560000-5	Articles jetables en papier Articles en papier à usage hospitalier Textiles et articles connexes Articles textiles divers

La nomenclature interne au Département se décompose de la façon suivante :

Lot(s)	Nomenclature	Libellé
1	29.03	VETEMENTS HAUTE VISIBILITE
2	29.01	MATERIELS ET EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLES EPI DIVERS
	14.07	VETEMENTS DE TRAVAIL HORS EPI
3	29.01	MATERIELS ET EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLES EPI DIVERS
	29.03	VETEMENTS HAUTE VISIBILITE
	29.02	CHAUSSURES BOTTES DE SECURITE
4	29.01	MATERIELS ET EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLES EPI DIVERS
5	29.02	CHAUSSURES BOTTES DE SECURITE
	14.08	CHAUSSURES DE TRAVAIL HORS EPI
6	29.01	MATERIELS ET EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLES EPI DIVERS
7	29.01	MATERIELS ET EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLES EPI DIVERS

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois (soit 180 jours) à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement devra être solidaire de tous les membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour le même accord-cadre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre.

Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans fermes à compter de la notification du contrat.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de dénoncer le marché **3 mois** avant la date anniversaire de ce dernier (la date anniversaire étant la date de notification de l'accord-cadre).

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre, dont l'article 6.2.1 du CCTP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : le financement est assuré par les ressources propres du Département.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC), commun aux 7 lots ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, pour chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun aux 7 lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, commun aux 7 lots ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), pour chaque lot ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE), pour chaque lot ;
- Le cadre du mémoire technique justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution de l'accord-cadre, commun aux 7 lots ;
- La lettre de candidature (DC1) ;
- La déclaration du candidat (DC2) ;
- Le Document Unique de Marché Européen (DUME) ;
- La déclaration sur l'honneur.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Il est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **6 jours ouvrés** avant la date limite de réception des offres.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Toutefois, les candidats sont informés qu'en cas de téléchargement anonyme du DCE et/ou de mentions erronées dans le formulaire d'identification, ils ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation (modifications de dates, rectificatifs/compléments du dossier, etc.) et en assumant l'entière responsabilité dans l'élaboration de leur offre.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois".

Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner <ul style="list-style-type: none">Option 1 : choix du DUME complété (format XML et PDF)Option 2 : choix formulaires (DC1 et DC2) ainsi que de la déclaration sur l'honneur justifiant du respect des obligations issues du droit social et du droit environnemental	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr , soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.2 – Documents à produire pour l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le catalogue des prix du fournisseur	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non

5.3 - Echantillons, maquettes ou prototypes

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront les échantillons, maquettes ou prototypes suivants :

La liste des échantillons est annexée au règlement de la consultation (**annexe 1 du RC**).

Les échantillons seront à livrer à l'adresse suivante :

Conseil départemental de Lot-Et-Garonne
Direction de la commande publique et des achats
7 rue Dolet
2^{ème} étage
47000 Agen

Un récépissé de livraison est remis pour justifier de la livraison par le service de la commande publique.

Le candidat devra fournir les échantillons demandés, sans aucune variante, sous peine d'irrégularité.

Les échantillons présentés seront ceux chiffrés dans le BPU.

Les échantillons doivent être livrés à l'adresse susmentionnée, au plus tard le 07 mai 2024 à 12h00.

Les échantillons envoyés seront emballés et conformes à ceux proposés au BPU.

Les échantillons envoyés ne sont pas facturés au pouvoir adjudicateur.

L'absence de tout ou partie des échantillons avant la date et l'heure limites fixées et à l'adresse renseignée pour la remise des offres entraînera l'élimination du candidat.

Les échantillons du titulaire de l'accord-cadre seront conservés par le Département, sans indemnité et ne seront pas restitués à l'issue de la procédure.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

Modalités de transmission électronique :

Pour transmettre votre réponse électronique, il suffit :

De s'inscrire sur la plate-forme des marchés publics Demat-Ampa accessible à l'adresse suivante: <https://demat-ampa.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

1. Chaque candidat déposant un pli doit posséder un compte utilisateur propre à son n° SIRET

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres, même si le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limites de réception des offres.

2. Le choix du mode de transmission est global et irréversible.

Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

3. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

4. Les conditions de présentation des plis électroniques comportent 2 fichiers distincts, dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre.

5. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

La plateforme Demat-Ampa vous permet :

- De vérifier la configuration de votre ordinateur grâce à une fonction de diagnostic de présence des pré-requis.
- De tester la configuration de remise des plis. Une consultation nommée "TEST MAPA" est disponible dans la rubrique "AIDE". Il est conseillé d'effectuer ce test avant d'engager une procédure de remise de plis sur une consultation réelle afin de vous familiariser avec la procédure. Une assistance en ligne est disponible sur la plateforme.

Dans tous les cas il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique et d'anticiper vos dépôts.

Les formats de fichiers : les formats de fichiers préconisés sont les suivants : .doc/.rtf/.pdf/.xls

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les ".bat" les formats vidéo
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros"
- Faire en sorte que le pli ne soit pas trop volumineux. En effet, le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission du pli et engendre ainsi un risque de réception hors délai.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb, etc.) n'est pas autorisée.

Nom des fichiers :

Il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) : / \ : ? > et de privilégier les caractères alphanumériques et l'underscore.

Afin de faciliter l'extraction des documents contenus dans le zip, il est également recommandé de limiter le nombre de caractères dans le nom du fichier zippé.

Enfin tous les fichiers envoyés doivent être traités préalablement à l'anti-virus à la charge du candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu.

Le candidat en sera informé.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier.

Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Conseil départemental de Lot-et-Garonne

Direction de la commande publique, des approvisionnements et des affaires juridiques

Service des achats et de la Commande Publique

1er étage - Porte n° 20

7 rue Etienne Dolet

47000 AGEN

Signature électronique :

Au moment du dépôt, la signature électronique de la candidature et de l'offre sera recommandée mais non obligatoire.

Si l'offre du candidat retenu est déposée sans signature, il lui sera demandé de signer électroniquement les pièces constituant l'offre pour lesquelles la signature est exigée à « Pièces de l'offre ».

Attention :

Le certificat de signature électronique est payant.

Son obtention pouvant prendre plusieurs jours, la demande doit être anticipée par rapport au délai de réponse indiqué dans l'avis de marché.

Les certificats de signature électronique, conformes au référentiel général de sécurité (RGS) en vigueur, sont commercialisés par des prestataires de certifications électroniques qualifiés.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES.

La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le soumissionnaire veillera à porter une attention particulière à la **qualité du détenteur du certificat de signature électronique** qui signe les documents transmis par voie dématérialisée, celui-ci devant être dûment habilité à engager la société.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES).

Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation.

Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de **10 jours francs**.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations sur la base du DQE	35 %
2-Valeur technique établie sur la base du cadre de mémoire technique fourni par le candidat et des échantillons (le cas échéant)	50 %
3-Performances en matière de protection de l'environnement établies sur la base du cadre de mémoire technique fourni par le candidat et des échantillons (le cas échéant)	15 %

N1) Critère "Prix des prestations", noté sur 35 points et pondéré à 35%

Chaque offre se verra attribuer une note **N1** comprise entre 0 et 35 points.

La note **N1** sera calculée au regard du montant total du détail quantitatif estimatif (DQE), selon la formule arithmétique qui suit :

$$\mathbf{N1 = 35 \times MOr / MOc}$$

Avec :

MOr = Montant HT de la meilleure offre de prix issue du DQE,

MOc = Montant HT de l'offre considérée issue du DQE.

Les quantités indiquées par l'administration dans le DQE n'ont qu'une valeur indicative.

Les prestations commandées sur l'année pourront être inférieures ou supérieures aux estimations sans que le titulaire ne soit fondé à formuler une quelconque réclamation.

Le DQE doit être entièrement renseigné par chaque soumissionnaire.

Les prix unitaires indiqués dans le DQE doivent correspondre aux prix figurant sur le BPU.

Le soumissionnaire indique par la mention « sans objet » les lignes du BPU qui ne correspondent à aucune prestation/fourniture proposée par celui-ci.

Le soumissionnaire indique par la mention « zéro euro » ou « 0 € », une gratuité de lignes du BPU correspondant.

Aucune ligne du BPU ne doit être vide.

Une ligne vide est une ligne non complétée.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail

quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence.

L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

N2) Critère "Valeur technique", noté sur 100 points et pondéré à 50 % :

Chaque offre se verra attribuer une note N2 comprise entre 0 et 100 points, appréciée à partir des renseignements fournis par le candidat dans son offre et décomposée comme suit :

VT1) Qualité des fournitures objet du présent marché : note sur 50 points

- ✓ Analyse des échantillons "tests" portant sur la qualité des produits en condition normale d'utilisation : note sur 20 points ;
- ✓ Analyse des fiches techniques des produits (caractéristiques techniques, respect de l'environnement dans les *process* de fabrication et les normes en terme d'hygiène et sécurité) : note sur 15 points ;
- ✓ Complétude de la réponse sur le BPU : note sur 15 points

VT2) Modalités logistiques prévues par le candidat pour l'exécution de l'accord-cadre : note sur 25 points

- ✓ Adéquation des moyens techniques dont l'existence et la facilité d'utilisation d'un site internet de commande en ligne et adéquation des moyens humains dédiés à l'exécution de l'accord-cadre, dont désignation d'une personne responsable des relations avec le pouvoir adjudicateur : note sur 15 points ;
- ✓ Modalités de livraison et de colisage : note sur 10 points ;

VT3) Qualité des conseils techniques et service après-vente : note sur 20 points

- ✓ Qualité du conseil (organisation du service client pour les commandes et du service après-vente pour la gestion des réclamations) : 20 points

VT4) Optimisation des délais de livraison : note sur 5 points

La note N2 est égale à la somme de VT1) + VT2) + VT3) + VT4).

La note **N2** sera ensuite pondérée comme suit :

La note "Valeur technique" sera obtenue en divisant le nombre de points du candidat examiné par le meilleur nombre de points obtenu multiplié par 50.

$$\mathbf{N2 = 50 \times \frac{Valeur\ technique\ de\ l'offre\ étudiée}{Valeur\ technique\ de\ la\ meilleure\ offre}}$$

N3) Critère "Performances en matière de protection de l'environnement", noté sur 50 points et pondéré à 15 % :

Chaque offre se verra attribuer une note N3 comprise entre 0 et 50 points, appréciée à partir des renseignements fournis par le candidat dans son offre et décomposée comme suit :

- ✓ Taux de produits éco responsables, recyclés, recyclables, conformes à la loi AGECE : note sur 25 points ;
- ✓ Garantie apportées quant à la durabilité des produits proposés : 5 points ;
- ✓ Limiter l'impact lié à l'emballage des produits : note sur 10 points ;

- ✓ Modalités de reprise des produits en fin de vie et faisant l'objet d'une valorisation et/ou d'un recyclage : note sur 15 points ;

La note **N3** sera ensuite pondérée comme suit :

$$\mathbf{N3 = 15 \times \frac{\text{Performances en matière de protection de l'environnement de l'offre étudiée}}{\text{Performances en matière de protection de l'environnement de la meilleure offre}}}$$

La **note globale de l'offre** est la somme des valeurs **N1 + N2 + N3**.

L'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre qui a obtenu la note globale la plus élevée.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **10 jours francs**.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard **10 jours ouvrés** avant la date limite de remise des plis précisée en page de garde du présent règlement de consultation.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours ouvrés au plus tard** avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Bordeaux
9 Rue Tastet
CS 21490
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél : 05 56 99 38 00
Télécopie : 05 56 24 39 03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- ✓ Référé pré-contractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- ✓ Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- ✓ Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- ✓ Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du TA de Bordeaux
9 Rue Tastet
CS 21490
33063 BORDEAUX CEDEX
Tél : 05 56 99 38 00
Télécopie : 05 56 24 39 03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

LE COMITÉ CONSULTATIF INTERRÉGIONAL DE RÈGLEMENT AMIABLE DES
DIFFÉRENDS OU LITIGES RELATIFS AUX MARCHÉS PUBLICS DE BORDEAUX
DREETS Nouvelle Aquitaine - Pôle C
11 Avenue Pierre Mendès-France
Immeuble Le Pôle
33700 MERIGNAC
Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr